

La Répression Stalinienne et Bourgeoise

Rien de neuf, ce mois-ci, en matière de répression : ça continue, en Espagne et ailleurs — surtout en Espagne. Les révolutionnaires continuent d'être emprisonnés et assassinés (de moins en moins emprisonnés, de plus en plus assassinés). Aucun cri de détresse, aucune manifestation de solidarité, aucun organisme de secours ne s'est encore révélé suffisamment « influent » que pour imposer quelque scrupule aux néo-inquisiteurs. Les choses, donc, suivent leur cours...

Au prix de cette hécatombe cependant — c'est payer cher, en vérité! — le mouvement révolutionnaire, croyons-nous, est en train de se renforcer. Il se renforce par cela seul qu'un spectacle comme celui-là ne peut qu'ouvrir les yeux aux plus lucides et aux meilleurs parmi les hommes qui pensent.

La signification de certaines manifestations de « prise de conscience », bien sûr, est peu apparente. Du reste, elles se situent en ce moment, pour la plupart, dans un domaine d'activité qui prête un peu à équivoque. Il s'agit, par exemple, — mis à part la constitution du F. S. I., organisme de solidarité concrète et prolétarienne — de la « Ligue des Droits de l'Homme », de l'opinion d'un littérateur : André Gide, des déclarations d'anciens fonctionnaires du Comintern.

Qu'on y réfléchisse, pourtant ! Nous pensons tout le mal possible de cette « Ligue des Droits de l'Homme » née de sentiments assez authentiquement humanitaires que pouvait nourrir la bourgeoisie au temps où il lui était permis d'être « progressiste », qu'a subi depuis le sort de toutes les entreprises du même ordre, qui, trouvant intérêt à garder son titre, n'en opta pas moins pour l'hypocrisie intégrale jusqu'à bénir humanitairement la guerre en 1914... Mais cette entreprise est aujourd'hui, ou à peu près, une agence stalinienne : cela a été démontré à l'occasion des procès de Moscou et des agissements staliniens en Espagne. Les intellectuels qui s'obstinaient à en faire partie ont tenté de l'agiter d'un généreux sentiment de justice, invoquant les buts primitifs de la Ligue, considérant les procès de Moscou, en l'occurrence, comme un cas classique pour son intervention. Rien n'y fit : le stalinisme avait pris les devants et se l'était déjà fermement attachée, cette « Ligue des Droits de l'Homme »... D'où deux enseignements à la fois : incurable dépravation de cet organisme, communauté de ses buts (ainsi compris) avec ceux du stalinisme. Il n'était guère négligeable de voir l'humanitarisme bourgeois (ce qu'il est devenu, du moins) rejoindre de manière aussi évidente le « socialisme » stalinien, ni de voir dénoncer ce fait par des intellectuels qui, quoique figurant parmi les plus probes d'aujourd'hui, avaient attendu ça pour démissionner du Comité Central de la Ligue : Magdeleine Paz, Félicien Challaye, Georges Pioch et quelques autres.

André Gide est et resté, lui, « avant tout une conscience », selon l'expression précise de Ch. Plisnier. Le rôle d'une personnalité de cette espèce dans l'époque actuelle, l'importance de chacune de ses pensées et chacun de ses gestes ; l'acharnement avec lequel les laquais staliniens et bourgeois doivent nécessairement s'attaquer à lui ! Un laquais staliniens — Ilya Ehrenbourg — traitait récemment Gide d'« allié des Marocains et des Chemises

Noires » pour avoir signé une protestation contre les persécutions dont est victime le P.O.U.M. alors qu'il n'avait jamais envoyé de protestation à Franco pour ses crimes. Rien de bien important à cela, sinon la réponse qu'y fit Gide lui-même, formulant de la manière suivante son sentiment à cet égard :

« Il est vrai : si profonde et douloureuse que soit ici mon indignation, toute requête à Franco me paraîtrait vaine, venant d'un adversaire déclaré. L'injustice, lorsqu'elle est de son côté, m'affermirait ; je souffre lorsqu'elle est du nôtre. »

Ehrenbourg n'est sans doute plus réceptible à un sentiment de cet ordre (les exigences du métier...), mais n'est-il pas vraiment IMPORTANT que cette différence de conception fut exprimée de manière si concise et définitive ? Peut-être faut-il bien connaître A. Gide — ce qu'il représente et sur quel plan le situer — pour apprécier la valeur d'une déclaration comme celle-là, et puis encore de celle-ci :

« Pour ma part personnelle, je n'aurais jamais songé à envoyer pareille dépêche à Franco. Mais aujourd'hui, les sentiments les plus authentiques sont à ce point dénaturés par la presse, que viennent à être considérés comme ennemis de la cause républicaine et prolétarienne ceux qui, par grand amour de cette cause, voudraient la préserver des compromissions qui la déshonorent. »

Il y a enfin l'assez retentissante démission de deux anciens fonctionnaires du Comintern écœurés : KRIVITZKI, ancien directeur des industries de guerre, et BARMINE, ancien ambassadeur d'U.R.S.S. à Athènes, dont l'un a fait au « Bulletin de l'Opposition Russe » la déclaration suivante expliquant les mobiles de leur acte :

« Il faut démasquer le mensonge et les crimes au prix de n'importe quel sacrifice. Les assassins de Reiss se sont trompés dans leur calcul. Sa mort n'effrayera et n'arrêtera personne. »

Avons-nous tort de voir dans ces diverses manifestations, à défaut des réactions de masses qu'en d'autres temps l'on pourrait espérer, les premiers symptômes — correspondant à la situation actuelle — d'un réveil de conscience ? Et avons-nous tort d'estimer que tout réveil de conscience signifie un renforcement du mouvement révolutionnaire ?

P. S.

N.-B. — L'on peut également, croyons-nous, envisager du point de vue des enseignements qu'à « rapporté » l'hécatombe stalinienne deux livres récemment parus, totalement différents quant aux « prolongements » qu'ils suggèrent : « Les Crimes de Staline » de L. Trotsky et « Faux Passeports » de Charles Plisnier. Nous le feront par ailleurs bientôt.

—o—

EN ESPAGNE « RÉPUBLICAINE » RENSEIGNEMENTS PRÉCIS

Durant le mois de Décembre les « Independent News » ont publié une première liste des prisons particulières du stalinisme CONNUES à Barcelone, avec leurs adresses complètes et le genre de détention ou de méthode punitive qui caractérise chacune d'elles. Il n'y aurait pas d'intérêt à publier ces adresses dans « Ré-

volution » ; il suffit de savoir que l'existence de ces prisons est un fait démontrable et démontré. A ceux qui voudraient néanmoins, sur ce sujet-là comme sur d'autres, se documenter de manière détaillée et précise, nous conseillons la lecture de cette publication. (S'adresser au « Service de Presse du Bureau d'Informations Franco-Britannique », 219 rue St-Denis, Paris 2^e).

COMMENT ON TRAITE LES ÉMIGRÉS ANTI-FASCISTES ALLEMANDS A BARCELONE

C'est un groupe d'émigrés révolutionnaires allemands qui lance le cri d'alarme à propos de deux de leurs camarades arrêtés récemment. Ils indiquent en même temps la situation particulièrement tragique de ces victimes-là, qui ne peuvent même pas songer, par exemple, à la dernière extrémité, à recourir à « leur consul »... (c'est seulement à la pression des consulats qu'est sensible encore, parfois, le stalinisme : témoin la libération de Gaston Ladmira). Ces deux camarades, comme d'autres émigrés anti-fascistes allemands, italiens et autrichiens, sont sans défense aucune contre les intentions de la Guépéou, lesquelles intentions sont assez claires lorsque l'on voit les machinations classiques montées contre eux :

« A la mi-Août, la presse stalinienne espagnole parla d'un certain nombre d'arrestations effectuées, au domicile d'un ancien commissaire politique du POUM. Parmi les personnes arrêtées se trouvaient nos camarades Paul Mayer et Gustav Veitkuss. On prétend avoir trouvé sur ces camarades des cartes d'adhérents des « Phalanges Espagnoles », que Paul Mayer et Gustav Veitkuss ont été en rapport avec des milieux réactionnaires et fascistes à Paris et qu'ils ont fait le service de courrier entre Paris et Barcelone. On prétend avoir trouvé sur eux une certaine somme quêtée en faveur du POUM. Ces « individus » doivent être menés devant le tribunal et condamnés.

Revenus à Barcelone, il y a quelques jours, le camarade L. qui avait combattu à leurs côtés au Front d'Aragon — et qui fut arrêté lui-même — nous parle d'autres accusations dressées contre P. M. et G. V. On prétend que les camarades auraient fait de leur appartement des signaux lumineux aux avions fascistes. La vérité est que pendant leur absence, un électricien ayant fait une réparation dans leur appartement, oublia d'éteindre une lampe une fois le travail terminé. En même temps, on donna l'alarme — et l'on remarqua la lampe allumée. Les deux militants qui ne furent pas même chez eux furent cependant accusés d'être des espions fascistes. »

—o—

CEUX QUI EN SAVENT TROP « JE SAIS QUE MA TÊTE EST MISE A PRIX »

Une lettre adressée par Krivitzki au Centre pour la IV^e Internationale, au C. C. du Parti Communiste Français et à la C. A. P. du parti S. F. I. O. :

« J'ai les preuves que ma tête est mise à prix. Je sais que la Guépéou ne s'arrêtera devant rien pour s'assurer de mon silence par un assassinat. Les dizaines de gens prêts à tout qui sont à la disposition de Jegov me poursuivent déjà à cette fin. Je consi-

dère comme le devoir d'un militant révolutionnaire de le porter à la connaissance de la classe ouvrière internationale.

(5 Décembre 1937.)

—o—

UN DEMI-MILLION D'EMPRISONNÉS POLITIQUES EN U. R. S. S.

D'une déclaration de Krivitzki au « Bulletin de l'Opposition Russe » :

« J'ai entendu, d'une source compétente, que ce nombre, au mois de Mai, était de 300.000 hommes. Dans la majorité écrasante, ce sont des membres du parti et de leurs familles. Depuis, le chiffre a sensiblement augmenté, il a atteint vraisemblablement un demi-million.

« LES PROCES DE MOSCOU SONT UN MENSONGE DEPUIS LE DEBUT JUSQU'A LA FIN... »

Krivitzki, qui a été bien placé, jusqu'à ces derniers temps, pour être informé de près, déclare encore :

« Je sais et j'ai tous les éléments pour confirmer que les procès de Moscou sont un mensonge depuis le début jusqu'à la fin. C'est une manœuvre qui doit faciliter la liquidation définitive de l'internationalisme révolutionnaire, du bolchévisme, de l'école de Lénine et toute l'œuvre de la Révolution d'Octobre. »

L'ASSASSINAT DE REISS

Et à la question : « Que pouvez-vous dire sur l'assassinat de Reiss ? », il répond :

« L'opinion publique mondiale ne doute point que Reiss a été tué par les agents de la Guépéou. Moi, je le confirme.

— Y a-t-il un danger, selon vous, pour la veuve de Reiss et pour son enfant ?

— Sans aucun doute... »

DANS LE MEME TEMPS, EN ALLEMAGNE FASCISTE ET EN FRANCE « DEMOCRATIQUE »

En Allemagne, la Gestapo assassine ceux que Staline appelle les « agents de la Gestapo ».

« En Septembre 1937, la Gestapo a arrêté à Berlin le camarade Karl Ernst, militant, qui, en 1933, passa du P. C. à la IV^e Internationale.

LE JOUR MEME DE SON ARRESTATION, LE CAMARADE KARL ERNST FUT TUE. Cet assassinat a soulevé de l'émotion parmi les travailleurs berlinois.

Nous apprenons qu'un procès doit se tenir bientôt, à Berlin également, contre quinze camarades trotskystes arrêtés par la Gestapo. »

En France, on sauvegarde l'esprit patriotique...

« Un chasseur du 66^e B.C.C., Maurice Boué, à l'audience du Tribunal militaire du 24 Novembre 1937, à Cassablanca, a attrapé 5 années de prison avec sursis pour avoir dit, au moment du salut au drapeau : « Encore un con qui monte le morceau de chiffon ». Ce chasseur ne s'occupait et ne faisait aucune politique. Jeune, il avait connu les brutalités d'un beau-père, il s'était engagé pour n'avoir plus d'histoire. Etant jeune, il avait été enfermé pendant 2 années à la colonie pénitentiaire de Saint-Hilaire. Ceux qui l'ont condamné : des officiers fascistes, un tribunal fasciste. »